

073-217301241-20210413-202126-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2021
Affichage : 16/04/2021République
FrançaiseDépartement
de la SAVOIENombre de Membres
afférents au
Conseil Municipal : 23Nombre de Membres
en exercice : 23
Présents : 21
Excusés : 2
Absent : 0
Pouvoirs : 2
Votant : 23Date de la
convocation :
07 Avril 2021EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GILLY SUR ISÈRE
Séance du 13 Avril 2021

L'an deux mil vingt et un le 13 Avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par courriel adressé à chacun de ses membres, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à l'atrium, sous la présidence de Pierre LOUBET, Maire.

Étaient présents : LOUBET Pierre, BERLIOZ Chantal, BORDIER-LEGER Joëlle, BILLIET Gisèle, CERELLOZ Elisabeth, CHAPUY Irène, DAVAL Marc, DEGROOTE Alain, DESCAMPS Jean Marc, DORDAIN Frédéric, GLAUDA Florent, GODMENT Christophe, HERBET Pierre, MUNYINGA Soraya, PEPIN Jean-Claude, PERDRISSET Muriel, POCCARD-SAUDART Laetitia, RUFFIER DES AIMES Sylvie, SACCHETTI Gilles, TOGNET Louise, TROMBERT Christian.

Étaient excusés : BARRADI Gilles (pouvoir à Pierre LOUBET), BOUTIN Marie-France, (pouvoir à Pierre HERBET).

Étaient absents : néant

DCM 2021.26

OBJET : PLU – Prescription de la révision selon une procédure allégée du PLU et définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

Alain DEGROOTE, conseiller délégué à l'urbanisme rappelle que le Conseil Municipal de Gilly sur Isère a approuvé le Plan Local d'Urbanisme par la délibération n°2017/44 en date du 26 septembre 2017.

Cette délibération a fait l'objet d'une demande d'abrogation introduite par la SCI Espace, par courrier en date du 26 mars 2018.

Compte tenu du rejet implicite de la demande d'abrogation, la SCI Espace a introduit une requête en date du 26 mars 2018, contre la décision de rejet de la demande de la SCI Espace tendant à l'abrogation de la délibération n° 2017/44 du 26 septembre 2017 par laquelle le Conseil municipal de la ville de GILLY SUR ISÈRE a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme.

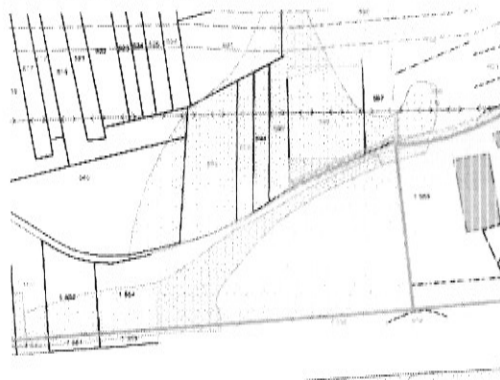
Par un jugement n°1804239 en date du 15 juillet 2020, le Tribunal administratif de Grenoble a considéré que : « la SCI Espace est fondée à soutenir que le classement en zone agricole et en espace boisé de la partie Ouest de la parcelle B n° 1555 est entaché d'erreur manifeste d'appréciation. »

Le Tribunal administratif de Grenoble a, par suite, annulé la décision implicite du Maire rejetant la demande d'abrogation du Plan local d'urbanisme, et l'a enjoint « d'inscrire à l'ordre du jour d'une réunion du conseil municipal, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent jugement, la question de l'abrogation du plan local d'urbanisme en tant qu'il classe la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555 en zone A et la grève d'un espace boisé classé ».

Cette question a été inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal du 27 Octobre 2020. La délibération prévoit l'engagement d'une procédure d'abrogation partielle du PLU.

Parallèlement et afin d'éviter tout risque juridique, il est souhaitable d'élaborer sans délai les nouvelles dispositions réglementaires sur le terrain faisant l'objet de l'abrogation partielle au travers d'une procédure d'évolution du PLU adaptée.

Est concernée la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555, classée en zone A et grevée d'un espace boisé classé au PLU approuvé par délibération n°2017/44 en date du 26 septembre 2017 :



L'article L153-34 du Code de l'urbanisme prévoit que :

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; (...) »

Il ressort de cette disposition que la réduction d'un espace boisé classé implique nécessairement la mise en œuvre d'une procédure de révision allégée, et qu'il n'est pas possible d'envisager une procédure de modification.

L'objet unique de la révision consiste à faire évoluer le zonage de la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555, et notamment à réduire un espace boisé classé, sans aucune remise en cause du plan d'aménagement et de développement durables.

L'élaboration des nouvelles dispositions réglementaires, du fait du jugement n°1804239 en date du 15 juillet 2020, sur la partie Ouest de la parcelle B n° 1555 implique alors la mise en œuvre d'une procédure de révision allégée du PLU.

En conséquence de quoi il est proposé au Conseil municipal de constater qu'il y a lieu, parallèlement à la mise en œuvre de la procédure d'abrogation partielle du PLU, d'élaborer sans délai les nouvelles dispositions réglementaires applicable sur la partie Ouest de la parcelle B 1555.

Il est donc demandé au Conseil municipal de prescrire la révision allégée du PLU pour modifier le classement de la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555 en application de l'article L 153-34 du Code de l'urbanisme, avec pour objectif unique de faire évoluer le zonage du terrain concerné, pour exécuter le jugement susvisé.

Cette procédure de révision allégée implique la mise en œuvre d'une concertation, dont les modalités doivent être définies dans la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article L 103-4 du Code de l'urbanisme qui précisent :

« Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions

législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. »

Il est proposé au Conseil municipal de fixer les modalités de concertation suivantes :

- une information sera faite dans la presse,
- un dossier sera mis à disposition du public en Mairie et sur le site internet de la Commune
- un registre sera mis à disposition en mairie, ainsi qu'une adresse mail dédiée plu-revision@gilly.fr afin de recueillir les observations, avis, idées de toute personne intéressée

À l'issue de cette concertation, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera.

Après avoir entendu l'exposé de Alain DEGROOTE, conseiller délégué à l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n°2017/44 en date du 26 septembre 2017 ;

Vu le jugement n°1804239 du Tribunal administratif de Grenoble en date du 15 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°2020-60, en date du 27 octobre 2020, portant autorisation du Maire à engager une procédure d'abrogation partielle du PLU pour ce qui concerne la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555 en application de ce jugement, et conformément aux dispositions de l'article R 153-19 du Code de l'urbanisme ;

Considérant la nécessité de faire évoluer le classement de la parcelle B 1555 classé en EBC et en zone agricole dans le PLU approuvé, eu égard à l'erreur manifeste d'appréciation retenue par le Tribunal Administratif dans son jugement.

Et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par :

Abstentions :	0
Contre :	0
Pour :	23

DECIDE DE :

- **CONSTATER** qu'il y a lieu, parallèlement à la mise en œuvre de la procédure d'abrogation partielle du PLU, d'élaborer sans délai les nouvelles dispositions réglementaires applicable sur la parcelle B 1555 ;
- **PRESCRIRE** une procédure de révision allégée du PLU pour modifier le classement de la parcelle section B n° 1555 en application de l'article L 153-34 du Code de l'urbanisme ;
- **APPROUVER** l'objectif de cette révision, qui consiste à faire évoluer le zonage de la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555, sans aucune remise en cause du plan d'aménagement et de développement durables, suite au jugement n°1804239 du Tribunal administratif de Grenoble en date du 15 juillet 2020 ;
- **DEFINIR**, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- une information sera faite dans la presse,
 - un dossier sera mis à disposition du public en Mairie et sur le site internet de la Commune
 - un registre sera mis à disposition en mairie, ainsi qu'une adresse mail dédiée plu-revision@gilly.fr afin de recueillir les observations, avis, idées de toute personne intéressée
- **CONFIER**, conformément aux règles de la commande publique, une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du dossier de révision allégée du PLU à un cabinet d'urbanisme ;
 - **CHARGER** la commission municipale d'urbanisme, du suivi de la révision allégée du plan local d'urbanisme ;
 - **DONNER** délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée du PLU ;
 - **ASSOCIER** les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme ;
 - **CONSULTER** au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 ;
 - **SOLLICITER** de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision allégée du plan local d'urbanisme ;
 - **INSCRIRE** les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme au budget de l'exercice 2021 article 202.

Il est rappelé que, conformément à l'article L 153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même Code.

En outre, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Fait à Gilly sur Isère, le 14 Avril 2021.

Pour extrait certifié conforme

Le Maire

Pierre LOUBET

